

Lyon, cercle de silence

POUR UNE IMMIGRATION HUMANISTE

**Comprenons les causes
Accueillons-en la richesse
Refusons l'injustice**

Nous demandons :

- > des conditions de vie dignes pour permettre un vrai dialogue et comprendre les raisons qui poussent à quitter la terre de ses ancêtres.
- > une politique de régularisation juste-, intelligente et humaine qui ne repose pas sur la peur de l'autre, ni sur la recherche de voix électorales à court terme.

Nous disons NON :

- > aux contrôles d'identité au faciès
- > à l'exclusivité des démarches en ligne de la Préfecture
- > aux expulsions qui brisent les familles
- > à l'enfermement systématique dans des centres de rétentions
- > à l'allongement inhumain de la durée de séjour dans ces centres

Nous refusons une société qui sacrifie l'humanité au nom de la sécurité

CDS voulu par de nombreuses associations : Atelier Justice Paix-Intégrité de la création de la Famille Franciscaine ; Fédération Protestante de France ; Cimade ; Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) ; Coordination Urgence Migrants ; Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD-Lyon) ; Secours catholique ; JRS Welcome-Lyon ; avec le soutien de Réseau éducation sans frontière (RESF), la Ligue des droits de l'Homme (LDH), Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats (CLASSES)

=== > voir la liste complète des soutiens sur le site internet

**Rendez-vous : Place de la Comédie - Hôtel de Ville côté est,
18h30 – 19h30 : 8 juillet ; 9 septembre ; 14 octobre 2026**

Merci de transmettre, largement, ces informations autour de vous.

Plus d'info et contacts : <https://cerclelyon.cercledesilence.fr>

Nous en appelons à la conscience de tous et vous invitons à rejoindre le cercle de silence.

L'Europe continue à se donner les moyens d'expulser les exilés

Ce mercredi 17 juin, l'**Union Européenne** a vécu un des jours les plus sombres de son histoire lors du vote du **règlement Retour**. Le texte a été adopté par une union de 418 députés de droite et d'extrême-droite (le « cordon sanitaire » étant mort et enterré), tandis que seuls 218 députés ont voté contre. À l'annonce des résultats, les députés de droite ont sauté de joie et chanté « send them back ! » (renvoyez-les !).

De quoi se réjouissent donc nos députés ?

De l'allongement de la durée de rétention (jusqu'à deux ans), de l'interdiction d'entrée sur le sol européen pour les demandeurs d'asile déboutés, de la reconnaissance mutuelle des décisions d'expulsion dans l'ensemble de l'UE (empêchant une personne sous le coup d'une décision de quitter le territoire de tenter sa chance dans un autre pays) et de la possibilité de créer des « hubs de retour » dans des pays tiers où l'on pourra expulser des personnes même si elles n'y ont jamais mis les pieds. Ce règlement, associé à l'entrée en vigueur le 12 juin dernier du **Pacte asile et migration** (qui met en place entre autres un filtrage des personnes migrantes aux frontières ainsi que leur fichage généralisé à partir de 6 ans), marque un tournant majeur des politiques migratoires européennes, dans la droite ligne des politiques de Trump. Et les chants de joie de nos députés face à l'enfer que vont vivre les personnes exilées sont dans la droite ligne des commentaires haineux des Républicains étasuniens qui se réjouissaient d'envoyer les migrants à Alligator Alcatraz, un centre de rétention au milieu des marécages de Floride peuplés par les alligators, ou des explosions de joie des députés fascistes israéliens célébrant l'instauration de la peine de mort pour les prisonniers Palestiniens. Pas étonnant donc rétrospectivement que ces attitudes n'aient suscité aucune condamnation de nos gouvernements.

Le fascisme est bien à nos portes, avec une volonté d'aseptiser la société de tout ce qui ne rentre pas dans son étroit cadre de pensée. Mais ce n'est pas une fatalité. Par exemple, **l'Espagne, consciente du rôle des personnes migrantes** dans le maintien du système social, a lancé le 14 avril un plan de régularisation d'un demi-million de sans-papiers, car, selon le Premier ministre Pedro Sanchez, elle doit « choisir entre être un pays ouvert et prospère ou un pays fermé et pauvre ». De nombreuses études montrent l'impact économique positif des personnes migrantes et le fait que l'exclusion coûte bien plus cher que l'accueil.

Au cercle de silence, nous continuons à nous mobiliser contre la haine et la peur de l'autre et à nous exprimer notre choix de l'ouverture et de la prospérité. Car c'est bien d'un choix qu'il s'agit, sur la société dans laquelle nous souhaitons vivre. À l'opposé d'une monoculture aseptisée, nous souhaitons construire une société accueillante, solidaire et riche de sa diversité. Nous espérons que vous serez nombreux avec nous dans le cercle ce vendredi ! N'hésitez pas à diffuser cette lettre d'information autour de vous.

Cercle se silence, Paris 19 juin 2026, Place du Palais royal